

Le Figaro - lundi 19 août 2019

## INTERNATIONAL

# Le maître du Kremlin joue sur les faiblesses de l'Europe

LAURE MANDEVILLE

« NOUS n'avons jamais vu l'Europe comme une maîtresse, déclarait Vladimir Poutine à un groupe de journalistes italiens en 2015, nous avons proposé une relation sérieuse ». À l'approche de la venue du président russe, Emmanuel Macron a lui aussi exprimé sa volonté de travailler activement à relancer la relation avec Moscou, un but compréhensible vu l'importance clé de ce géant eurasiatique pour le continent et le retour en force de la Russie sur la scène du monde.

Mais au-delà de ces déclarations d'intention vagues qui seront réaffirmées solennellement ce lundi à Brégançon, que peut bien signifier le renouveau du « dialogue » avec le grand voisin de l'Est, dans le contexte de nouvelle guerre froide et d'absence totale de confiance qui continue de prévaloir entre l'Europe et la Russie, plus de cent ans après la révolution d'Octobre ?

Que veut, au fond, le tsar Poutine, qui décide de tout ou presque en terre russe, et qui, selon la formule intéressante du politologue Sergueï Medvedev, a fait de « la peur », « le principal produit d'exportation » du pays, « devant le gaz et le pétrole » au XXI<sup>e</sup> siècle ? Les pays européens ont-ils aujourd'hui les moyens d'apaiser les tensions et de trouver des terrains d'entente concrets - sur le Moyen-Orient, sur l'énergie, sur l'Ukraine, sur la Chine - avec un régime russe qui, hanté par le spectre d'une révolution de couleur démocratique « à la Maidan », chevauche le cheval du nationalisme et agite le mythe d'une cinquième colonne occidentale ?

Faut-il fermer les yeux sur le grignotage de la frontière géorgienne en Ossétie du Sud, l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass, la destruction de l'avion de Malaysian Airlines au-dessus de l'Ukraine, les immixtions dans les élections aux États-Unis et en Europe, et l'empoisonnement de l'ancien agent Sergueï Skripal et de sa fille en plein cœur de la Grande-Bretagne, au nom du « réalisme » ? Autant de questions auxquelles

les Européens restent incapables de formuler des réponses claires. Parce qu'il n'y en a pas de faciles.

## Un « Poutintern »

À l'exception de la période eltsinienne, qui vit la Russie plaider pour une marche résolue vers l'Occident avant que le projet ne capote sous la pression du tour de vis interne russe et d'une forme de désarroi occidental, les dirigeants du Kremlin ont depuis des décennies poursuivi peu ou prou la même politique pour asseoir leur influence en Europe, tour à tour objet de convoitises, de fascination et d'exaspération. Ils ont systématiquement cherché à enfoncer un coin entre les Européens et le grand frère d'Amérique en mettant en question la fiabilité de l'Otan et de l'article 5, qui assure la sécurité de l'Europe démocratique depuis 1945.

L'effort reste central, Poutine continuant de voir les États-Unis comme LE grand rival stratégique et ayant choisi de faire alliance avec la Chine, malgré des risques évidents. Comme jadis l'URSS, la Russie de Poutine ignore aussi largement l'Union européenne, une construction qu'elle considère (partiellement avec raison) comme un tigre de papier bureaucratique - préférant négocier en bilatéral avec les États-nations, notamment avec les grands pays comme l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, pour mieux diviser et régner.

Comme à l'époque soviétique, Poutine a aussi enfourché un cheval idéologique « porteur », qui n'est plus le communisme mais un national-populisme teinté de conservatisme, se posant en défenseur de l'Europe chrétienne, et créant des relations politiques et financières avec une série de partis d'extrême droite si proches de Moscou que certains observateurs, comme l'historienne de la Russie Françoise Thom, évoquent un « Poutintern » comme on parlait, jadis, du Komintern pour les partis communistes frères. Un coup génial, qui révèle la capacité de l'ancien agent du KGB à sentir les vulnérabilités du terrain où il opère.

Car ce qui a drastiquement changé dans l'équilibre des forces, c'est la situation de grande faiblesse de l'Europe et la profondeur de la crise d'identité qui la traverse. Incapable de répondre aux défis évidents de l'immigration et de l'islam sur lesquels les populistes ont mis le doigt, elle a ouvert un boulevard aux « opérations spéciales » de charme du maître du Kremlin et à sa guerre hybride de désinformation.

## Des jokers en poche

La Grande-Bretagne, empêtrée dans le Brexit, peine à lui tenir tête, malgré l'affaire Skripal, ce qui pousse Poutine à s'enhardir suffisamment pour proposer de reprendre le dialogue avec Londres, comme si de rien n'était, et sans lâcher un pouce de terrain. Avec la France d'Emmanuel Macron, déchirée par la révolte des gilets jaunes, affaiblie économiquement et en froid avec son partenaire allemand, mais désireuse de jouer un rôle de médiateur international dans la crise iranienne, par exemple, le Russe se sent aussi en position de force, et les propagandistes télévisuels du Kremlin ne se privent pas de moquer le locataire de l'Élysée, qu'ils ne semblent pas prendre très au sérieux.

Poutine a aussi plusieurs autres jokers en poche, comme l'homme fort de l'Italie Matteo Salvini ou l'Autrichien Sebastian Kurz, avec lesquels il entretient de très bonnes relations. Ses actions sont en hausse en Europe centrale, notamment chez le Hongrois Orban et le Tchèque Zeman.

Même l'Allemagne qui, sous Angela Merkel, a joué de principal garde-fou européen de l'agressivité russe en maintenant l'Europe unie sur la question des sanctions post-Crimée, se retrouve aujourd'hui frappée par une crise d'identité majeure, dont l'AfD (Alternative für Deutschland) est le symptôme le plus évident. Donnant à Vladimir Poutine un sentiment de puissance d'autant plus grand que l'Amérique de Trump semble prendre un malin plaisir à déstabiliser ses propres alliés.

Dans un tel contexte, alors que la Russie « joue à l'offensive » et « met l'accent sur la confrontation politique et l'intervention militaire », note William Courtney, analyste à la Rand Corporation, le dialogue que les « réalistes » appellent de leurs vœux pourrait s'avérer inefficace.

Mieux vaudrait utiliser, dit-il, la méthode de Reagan qui, au début de son mandat, avait accru sa force et contre-attaqué sur le front de la désinformation, ne commençant de réelles négociations qu'avec l'arrivée de Gorbatchev. « L'Europe a besoin de la Russie mais elle doit se renforcer de l'intérieur en réglant ses problèmes fondamentaux si elle veut pouvoir peser sur l'avenir russe au lieu de laisser la Russie actuelle l'affaiblir », confie aussi un observateur russe, rappelant que la force que projette Poutine à l'international cache, en fait, un pays en désordre, mangé par la corruption, et largement démoralisé. ■